



OBJECTIF AFRIQUE



LETTRÉ D'INFORMATION ECONOMIQUE

N° 234 – 29 MARS 2023



ZOOM SUR ... Le déplacement du président de la République en Afrique centrale



LES TITRES A LA UNE

Afrique du Sud : baisse de la perspective de la notation et des perspectives de croissance avec la crise énergétique

Le Ghana entre officiellement en défaut

Stellantis signe un accord cadre pour la production de véhicules en Afrique du Sud

Le volume de monnaie en circulation au Nigéria a baissé de plus de moitié en trois mois

LE CHIFFRE À RETENIR

26,7 Mds€

Le montant des échanges commerciaux entre la France et l'Afrique subsaharienne en 2022, le plus haut niveau enregistré sur les 10 dernières années



TABLE DES MATIERES

Zoom sur...	2
Conjoncture	3
Environnement des affaires	6
Projets et financements	7
Secteurs d'activités	8
Energies et matières premières	8
Industrie, transport et services	8
Agriculture et agroalimentaire	10
Agenda	12
Contacts	14

Zoom sur...

Les séquences économiques du déplacement du président de la République Emmanuel Macron en Afrique centrale

Du 1er au 5 mars 2023, le président de la République s'est rendu en Afrique centrale avec des étapes au Gabon, en Angola, au Congo et en République démocratique du Congo, marquées par plusieurs séquences économiques :

- **Au Gabon**, le président de la République a co-présidé le premier One Forest Summit, premier Sommet mondial pour la protection des forêts tropicales. Le Sommet a permis d'aboutir à un accord entre pays forestiers et la communauté internationale pour concilier ambition environnementale et développement économique.
- **En Angola**, le président de la République a conclu les travaux du forum de lancement d'un partenariat de production France-Angola en matière agricole et agroalimentaire et s'est entretenu en tête-à-tête avec le Président João Lourenço. Le partenariat franco-angolais vise à constituer des filières intégrées, de la production à la transformation agroalimentaire, dans un pays dépendant de ses importations alimentaires. Les secteurs prioritaires identifiés concerneront principalement le manioc, le maïs, le soja, le coton, les céréales, l'élevage, la pisciculture ou encore la revitalisation de la filière café. Dans le même sens, deux nouveaux prêts de l'AFD (secteur de l'eau et café) ont été signés ainsi qu'un amendement au contrat de vente d'un satellite d'observation de la terre rebaptisé Angeo 1 (ex Angosat 3) par Airbus D&S.
- **Au Congo**, le chef de l'Etat s'est entretenu avec son homologue sur la relation bilatérale incluant les sujets mémoriels et historiques mais aussi agricoles et économiques. En parallèle de ce déplacement, un partenariat franco-congolais pour l'appui aux PME a été lancé, à travers la signature d'un protocole d'accord entre Bpifrance et le Fonds d'impulsion de garantie et d'accompagnement (FIGA) du Congo.
- **Enfin en République démocratique du Congo (RDC)**, le président de la République a clôturé le Forum économique RDC-France-UE, qui mobilisé plus de 50 entreprises françaises autour de 3 thématiques (infrastructures urbaines, numérique, métaux critiques) et donné lieu à la signature d'une déclaration d'intention de coopération bilatérale sur les métaux critiques et la transition énergétique, qui permettra de renforcer le partage de bonnes pratiques en matière de cadre juridique du secteur minier, de bonnes pratiques environnementales et de connaissance des potentialités de la RDC, de développer les investissements dans ce secteur et dans l'ensemble de la chaîne de valeur, ainsi que d'encourager des actions de formation dans le secteur.



Forum économique France – RDC et lancement d'un partenariat stratégique RDC-France-UE

Conjoncture

Afrique de l'Ouest – La croissance de l'UEMOA estimée à 5,1% en 2022 mais inflation à 7,5% selon le FMI

Le 9 février 2023, le conseil d'administration du FMI [a conclu](#) ses discussions sur les politiques communes au sein de l'UEMOA au titre de l'année 2022. Selon le rapport, malgré les chocs mondiaux et régionaux, l'UEMOA s'est montrée résiliente, avec une croissance estimée à 5,1% en 2022, grâce en partie aux différentes mesures de soutien mises en œuvre par les Etats et la banque centrale de l'Union. Cependant, l'inflation s'est élevée à 7,5% en 2022 tandis que les réserves extérieures ont baissé de près de 20% (4,5 mois d'importations). Sur le moyen terme, la croissance devrait s'établir en moyenne à 6%, tirée principalement par les futures productions d'hydrocarbures. L'inflation devrait baisser graduellement à 2% d'ici 2024 et le déficit budgétaire revenir à la norme communautaire de 3% du PIB d'ici 2025 (contre environ 6% en 2022). Toutefois, d'importants risques baissiers existent : les pressions inflationnistes, le durcissement des conditions financières sur les marchés financiers, l'érosion des réserves extérieures et les défis sécuritaires.

Afrique du Sud – S&P Global Rating dégrade la perspective de sa note souveraine de positive à stable

[Le 8 mars, l'agence S&P Global Ratings a abaissé la perspective de la notation souveraine de l'Afrique du Sud de positive à stable. Les notes de la dette extérieure de long terme et la dette domestique sont maintenues à respectivement BB- et à BB, soit trois et deux crans en-dessous de la catégorie d'investissement.](#) La notation souveraine de l'Afrique du Sud retrouve ainsi ses niveaux du mois de mai 2022. L'agence américaine justifie sa décision par les délestages électriques qui pèsent sur la croissance à court et moyen termes, ainsi

que par l'insuffisance des réformes visant à améliorer les infrastructures et la gouvernance des entreprises publiques. L'agence de notation souligne en revanche les forces de l'économie sud-africaine (banque centrale indépendante, taux de change flexible, et secteur financier sophistiqué). Notant que les efforts déployés par le gouvernement pour atténuer la crise énergétique (état d'urgence énergétique déclaré le 9 février, mesures visant à encourager la mise en service par les entreprises et les particuliers de nouvelles capacités d'énergie renouvelable, nomination d'un ministre de l'énergie le 6 mars) mettront du temps à produire des effets, S&P revoit ses perspectives de croissance à la baisse pour l'année 2023 (+1%, soit -0,5 point) et la période 2024-26 (+1,7%). Sous l'effet de la reprise partielle (à hauteur de 60%) de la dette d'Eskom par le gouvernement, S&P prévoit une hausse de la dette publique à 78,7% du PIB en 2026, contre 71,5% en 2022.

Afrique du Sud – L'impact des délestages sur l'économie estimé entre 5,1% et 7,6% du PIB par an

[L'impact économique des délestages fait débat, les chiffrages allant de 70 à 3000 Mds ZAR en fonction des estimations.](#) Le périmètre et la durée envisagés expliquent ces différences importantes. Si l'on prend en compte l'impact annuel direct, une fourchette allant de 400 à 600 Mds ZAR (20 à 30 Mds EUR, 5,1% à 7,6% du PIB) semble faire consensus. Cependant ce coût ne prend pas en compte les faillites d'entreprises, les emplois perdus, la perte de confiance des investisseurs et surtout l'impact l'humain.

Angola – S&P Global Rating réhausse sa note de risque souverain de CCC+ à B-

[Le 14 février, l'agence de notation S&P a réhaussé la note de l'Angola de CCC+ à B-, plaçant le pays dans la catégorie de risque « très spéculatif » et non plus « très élevé ».](#) Si l'Angola reste six crans en-deçà du seuil

d'investissement, les progrès économiques du pays justifient une amélioration de sa note. La dette angolaise, qui représentait 131% du PIB en 2020, s'est en effet considérablement réduite en 2021 à 75% (-55 points). La hausse des prix du pétrole (qui s'est encore accélérée en 2022 dans le sillage de la guerre en Ukraine) a dopé les exportations et les recettes fiscales de l'Angola, ce qui a également eu un impact positif sur le cours du Kwanza. Ces flux de liquidités, couplés aux réformes structurelles engagées par le gouvernement depuis 2018, ont permis au pays d'enregistrer un excédent budgétaire, de faire face à ses engagements financiers et de réduire sa dette tout en renouant avec la croissance. La dette angolaise, externe à 70% et souscrite à 80% en devises, reste toutefois particulièrement dépendante des variations monétaires et du prix du pétrole (qui représente 90% des revenus du compte courant). On peut également noter une grande dépendance vis-à-vis des créanciers chinois (40% de la dette extérieure du gouvernement et 30% de la dette totale du gouvernement à la fin de l'année 2021). Le service de la dette reste important (6 Mds USD, soit 5,7 Mds EUR en moyenne sur la période 2023-2025 selon S&P, soit l'équivalent de 5 à 6% du PIB), notamment du fait de la reprise des versements auprès de deux banques chinoises (après restructuration). L'amélioration de la notation souveraine angolaise pourra permettre au gouvernement d'emprunter à de meilleures conditions sur les marchés (taux d'emprunt estimé à 6,9% entre 2021 et 2024).

Ghana – Le Ghana fait officiellement défaut sur ses dettes externes

Le 17 février 2023, le Ghana est officiellement entré en défaut de paiement.

Le pays s'est en effet montré dans l'incapacité d'honorer une échéance de 40,6 M USD sur une euro-obligation. Déjà en décembre dernier, le pays avait annoncé qu'il suspendrait le paiement du service d'une grande partie de sa dette externe. Par conséquent, l'agence Fitch Ratings a revu à la baisse, cette semaine, la note de défaut

émetteur du Ghana pour les émissions en devises à long terme (de « C » à « défaut restreint ») ainsi que celle des euro-obligations du Ghana arrivant à échéance en 2026 (de « C » à « D »). Plus tôt dans le mois, la note de la dette domestique du Ghana avait été abaissée à « défaut restreint ». Cette nouvelle dégradation de la notation ghanéenne intervient dans un contexte de restructuration avancée de la dette domestique du Ghana. Celle-ci constitue une nouvelle étape vers la mise en œuvre du programme FMI, qui ne pourra être lancé qu'une fois restructurée les dettes domestique et externe du Ghana.

Kenya – La pénurie de dollars fait craindre l'émergence d'un taux de change parallèle

Un certain nombre de commerçants et d'importateurs affirment que les banques commerciales ont commencé à imposer un plafond à la distribution de dollars. La moyenne serait de 5 000 USD disponibles par retrait quotidien. Certaines entreprises kenyanes, peinant à répondre à leurs besoins d'approvisionnement, auraient déjà commencé à se procurer des dollars dans les pays voisins, notamment en Tanzanie. De même, des entreprises de premier plan auraient commencé à échanger des devises entre elles, faisant craindre l'apparition d'un taux de change parallèle. Plusieurs facteurs expliquent la pénurie de dollars, notamment la hausse des prix internationaux des matières premières, l'inflation et la dépréciation du schilling, ainsi que les règles strictes du marché interbancaire kenyan, qui paralyseraient les opérations de marché. La CBK n'a pas fait de commentaire immédiat sur la pénurie de dollars, mais a affirmé à plusieurs reprises que le Kenya disposait de suffisamment de devises étrangères pour répondre à la demande.

Nigéria – Le volume de monnaie en circulation au Nigéria a baissé de plus de moitié en trois mois

Selon la banque centrale du Nigéria (CBN), le volume total de monnaie en circulation dans le pays était de 1 380 Md NGN (2,82 Md EUR) en janvier. Par rapport au volume disponible en octobre 2022 (3 290 Md NGN soit 6,7 Md EUR), cela représente une baisse de 58 % en trois mois – cette période correspond à celle de l'annonce suivie du remplacement des billets de banque de 1 000, 500 et 200 NGN par le gouverneur de la CBN Godwin Emefiele. Selon ce dernier, ces changements ont été opérés afin de réduire les trafics et le blanchiment d'argent, et de mieux maîtriser la masse monétaire dans le pays, en amont des élections. Ils ont toutefois eu des conséquences significatives pour la population et les commerces, en particulier informels, qui constituent la majorité du tissu économique du pays. Si la réforme a bien permis aux autorités d'effectivement mieux contrôler le volume de monnaie fiduciaire en circulation, il est encore trop tôt pour juger de ses effets économiques : certains avancent qu'elle aurait contribué à renforcer l'inflation (comme en témoigne la vente des nouveaux billets au-dessus de leur valeur faciale) et ralentir les flux économiques (en raison des difficultés de règlement des fournisseurs et des moyens de transport). Les autorités espèrent que ces inconvénients seront à termes compensés par un recours accru aux transactions électroniques (Mobile Money, transferts bancaires), dont le potentiel est toutefois limité par la fragilité des infrastructures numériques de certaines banques commerciales.

Rwanda - L'économie du Rwanda poursuit sa dynamique de croissance selon la Banque Mondiale

Dans sa 20^{ème} revue de l'économie rwandaise, la Banque mondiale a présenté les principaux indicateurs de l'économie du pays en 2022. Le Rwanda a poursuivi sur un rythme de croissance élevé de +8 % (de l'ordre de son niveau d'avant Covid).

Néanmoins, la Banque mondiale rappelle que l'économie du Rwanda reste fragile sur 2 points : i) le niveau de l'inflation (+13,9 % sur l'année et 21,7 % en novembre) et ii) la répartition inégale des fruits de la croissance. La Banque mondiale rappelle que le niveau de la dette publique reste trop important (71,3 % par rapport au PIB) mais qu'elle reste soutenable, car elle est majoritairement concessionnelle et a même diminué par rapport à 2021 (-2pts de PIB). La Banque mondiale avait placé cette revue sur le thème du développement du tourisme de nature, celui-ci pouvant contribuer sur le long terme au développement du pays. En effet, en 2022, 80 % des touristes internationaux ont visité au moins 1 parc naturel et 20 % des revenus touristiques proviennent directement des permis d'accès aux gorilles (24 millions de dollars en 2019).

Rwanda - Cinquième recensement national de la population rwandaise

Les résultats du cinquième recensement de la population et du logement ont été publiés lundi 27 février. Il ressort que la population rwandaise est passée de 10,5 millions en 2012 à 13,2 millions en 2022, avec un taux de croissance annuel de 2,3 %. Les femmes représentent 51,5% de la population contre 48,5% pour les hommes. L'espérance de vie est, elle passée de 64,5 ans en 2012 à 69,6 ans en 2022. De fait, ces chiffres s'accompagnent d'une réduction de la part des jeunes dans la population rwandaise passant de 70,3% en 2012 à 65,3% en 2022. Les résultats du recensement montrent également que les niveaux d'éducation dans le pays restent faibles, malgré une augmentation du taux de scolarisation. 69% des ménages rwandais sont engagés dans des activités agricoles. 78,1 % des ménages privés disposent d'au moins un téléphone portable et 22,8 % des ménages privés ont utilisé l'Internet au cours des 12 mois précédant la collecte des données. Enfin, 61% des ménages sont reliés à l'électricité de l'opérateur national et 82,3% ont accès à de l'eau potable améliorée.

Environnement des affaires

Afrique du Sud – Inscription sur la liste du GAFI

Le 24 février, le Groupe d'Action Financière (GAFI) a inscrit l'Afrique du Sud et le Nigéria sur sa liste grise, le Maroc en est lui retiré.

L'institution qui lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme a estimé que l'Afrique du Sud devait faire l'objet d'une surveillance renforcée, sans pour autant considérer que ce pays présentait un « haut risque » traduit par l'inscription sur la liste noire (Iran, Corée du Nord et Myanmar). Cette décision sanctionne les deux premières économies du continent et met à l'index un second pays membre du G20 après la Turquie. En octobre 2021, l'institution avait pointé 20 recommandations imparfaitement réalisées par l'Afrique du Sud sur les 40, lui laissant un an de période d'observation pour réaliser 67 actions recommandées. Les deux lois promulguées tardivement en décembre 2022 par le gouvernement ont permis des avancées dans le processus de mise en conformité, mais ont été jugées insuffisantes. En effet, en janvier 2023, l'institution a identifié huit manquements stratégiques essentiels à combler au plus tôt avant janvier 2025. La longueur et la difficulté du plan d'action couplés aux efforts entrepris par le gouvernement à le mettre en œuvre détermineront la durée de l'inscription de l'Afrique du Sud sur cette liste comprenant désormais 25 pays. La communication du Trésor suite à cette sanction précise que le gouvernement souhaite combler ces déficiences au plus vite, possiblement en 2024, tout en ajoutant qu'un pays met en général un à trois ans pour sortir de la liste grise. Cette inscription ternit la réputation de l'Afrique du Sud, au système bancaire très développé, avec pour conséquence d'augmenter les coûts des transactions financières pour les entreprises. Selon le FMI en mai 2021, être inscrit sur la liste grise entraînerait une contraction des flux de

capitaux équivalente à 7,6% du PIB. Cette estimation est d'autant plus préjudiciable que le pays est à la recherche d'investissements étrangers pour, entre autres, financer sa transition énergétique. Par ailleurs, l'Afrique du Sud risque probablement une inscription à la liste grise de l'Union Européenne, qui reprend en général les recommandations du GAFI.

Afrique du Sud – Le PDG d'Eskom démis de ses fonctions après avoir dénoncé l'implication de l'ANC dans les malversations autour d'Eskom

Andre de Ruyter, PDG démissionnaire de l'entreprise publique devait quitter ses fonctions le 31 mars. Une interview explosive a précipité son départ « avec effet immédiat » le 23 février. Le PDG y dénonçait l'implication de l'ANC au niveau local comme national dans les sabotages et vols de matériel au sein d'Eskom. Dans l'interview, il relate avoir fait part de son inquiétude à un ministre du gouvernement – non cité – au sujet des tentatives de mettre la main sur les 8,5 Mds USD des partenaires internationaux destinés à financer la Transition énergétique juste. Le ministre lui aurait répondu « qu'il fallait être pragmatique et laisser les gens se nourrir un peu pour un bien plus grand ». L'interview a aussi été l'occasion de revenir en détail sur la tentative d'empoisonnement dont il dit avoir été victime en décembre. L'ANC a réagi vivement en dénonçant l'échec de de Ruyter à la tête d'Eskom et l'absence de preuves appuyant ses déclarations. Le directeur financier du groupe (CFO) Calib Cassim a été chargé de l'intérim de la fonction avec effet immédiat.

Ethiopie – L'Ethiopie serait perdante dans la mise en œuvre de la Zlecaf

Selon un rapport l'UNECA de 2021, l'Éthiopie risquerait de perdre 88,7 MUSD de revenus annuels lors de la mise en œuvre de l'Accord de libre-échange continental africain (Zlecaf). Il s'agit de la sixième perte de revenus la plus élevée parmi les 49 pays inclus dans l'étude. Les trois pays avec la

perte de revenus la plus élevée sont la RDC, le Cameroun et l'Angola. Ainsi, l'Éthiopie est l'un des pays africains qui bénéficiera du paquet d'un 1 MdUSD de l'Afrexim Bank pour compenser les pertes liées à l'accord. Le fonds est géré par la banque Afrexim, mandatée par le secrétariat de la Zlecaf. Jusqu'à présent, seuls huit pays africains ont échangé à titre expérimental dans le cadre des règles préférentielles de l'AfCFTA, dont le Ghana, l'Égypte, la Tanzanie, le Rwanda, le Kenya, Maurice, le Cameroun et la Tunisie. L'Éthiopie est le 19ème pays à déposer des instruments de ratification, mais n'aurait fait aucun progrès dans la mise en œuvre de l'accord en raison de craintes d'être submergé par des produits en provenance de pays africains plus développés tels que le Kenya et le Nigeria.

Ethiopie – Renforcement des relations sino-éthiopiennes suite à une visite officielle d'une semaine

Le ministre des Finances, accompagné d'une large délégation gouvernementale, était en mission à Pékin sur l'ensemble de la semaine du 20 février. En plus de pourparlers relatifs à la restructuration de la dette dans le cadre du *Common Framework* du G20, l'Éthiopie a signé un protocole d'accord avec la Chine pour établir un groupe de coopération économique visant à renforcer les relations économiques et commerciales entre les deux pays, le 21 février 2023, à Pékin. En parallèle, la Chine a annoncé plusieurs mesures de rapprochement. D'abord, l'application d'un traitement tarifaire zéro sur 98 % des marchandises en provenance d'Éthiopie, à partir du 1^{er} mars 2023 (seul le Burundi et le Niger en bénéficient déjà) ainsi que la tenue d'un Forum d'investissement de haut niveau Éthiopie-Chine co-organisé par l'ambassade d'Éthiopie et l'Agence chinoise de promotion des investissements (CIPA) à Pékin. Côté éthiopien, *Ethiopian Airlines* a ajouté un service de fret entre la Chine et la Belgique pour capitaliser sur la demande croissante de e-commerce. A la fin de l'année fiscale 2021/22, le stock d'IDE des entreprises chinoises en Éthiopie aurait atteint 3,3 MdsUSD selon les chiffres

avancés dans la presse locale, ce qui classerait le pays au premier rang en Afrique.

Nigéria – Le GAFI inscrit le Nigéria sur sa « liste grise » en matière de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme

[Le Nigeria a été placé sur la « liste grise » du GAFI \(Groupe d'action financière sur le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme\)](#), qui désigne les pays présentant des lacunes en matière de lutte contre les flux financiers illicites. Cette décision pourrait augmenter les coûts pour les banques et les gestionnaires d'actifs, ce qui pourrait entraîner des répercussions sur la croissance économique du pays. L'avertissement du GAFI, dont le Secrétariat est à Paris, intervient au milieu d'une phase financière difficile pour le Nigéria. L'inscription sur la liste grise, qui précède l'inscription sur la liste noire, signifie qu'un pays fait l'objet d'une surveillance accrue de la part du GAFI. Les pays inscrits – dont l'Afrique du Sud par cette même occasion – sont en effet incités à faire davantage pour s'attaquer aux problèmes sous-jacents du crime organisé, du financement illicite, du commerce de la contrefaçon et de l'évasion fiscale. Les entrées de portefeuille et d'investissements généraux pourraient ainsi diminuer, rendant plus difficile l'obtention de prêts ou d'investissements. La liste des juridictions soumises à une surveillance renforcée – dénomination officielle de la « liste grise » – comprend, outre le Nigéria, des pays et territoires aussi divers que Gibraltar (Royaume-Uni), le Panama ou les Emirats Arabes Unis.

Projets et financements

Afrique de l'Est – Le ministre délégué au commerce extérieur en visite au Kenya et en Tanzanie

Le Ministre délégué au Commerce extérieur, à l'Attractivité économique et aux Français

de l'étranger, Olivier Becht, s'est rendu au Kenya et en Tanzanie à l'occasion des forums d'affaires organisés par l'Union européenne les 21 et 23 février respectivement. Il était accompagné de délégations d'entreprises du MEDEF international et de Business France. Au Kenya, le Ministre a été reçu par le Président de la République, S. Ruto ainsi que par le CS du National Treasury et son homologue le CS chargé du Commerce. Il a également pu cosigner, avec les ministres concernés, deux Déclaration d'intention qui lancent des coopérations entre la France et le Kenya sur le sport et l'agriculture. Il s'est également rendu à Eldoret pour visiter le Moi Teaching Hospital ainsi qu'une usine d'engrais Baraka /Timac Agro.

Côte d'Ivoire – Accord avec la France pour une assistance technique dans le domaine fiscal

Le 21 février 2023, le Ministre ivoirien du Budget et du Portefeuille de l'Etat et le Ministre français de l'Economie, des Finances et de la Souveraineté Industrielle et Numérique [ont procédé](#) à la signature d'une convention de coopération dans le domaine fiscal en présence du Premier Ministre ivoirien. Dans le détail, la France apportera une assistance technique à la Côte d'Ivoire afin d'améliorer son système fiscal et notamment la collecte de recettes fiscales. En outre, au cours des différentes réunions de travail, d'autres domaines de coopération ont été évoqués parmi lesquels le secteur de la transformation et de l'agroalimentaire.

Secteurs d'activités

Energies et matières premières

Afrique du Sud – Total va développer 260 MW d'énergies renouvelables pour Sasol et AirLiquide

[Total Energies va développer une ferme éolienne de 160 MW et une centrale solaire photovoltaïque de 120 MW dans la province du Western Cape.](#) La major française a signé un contrat de fourniture d'énergie sur 20 ans avec Sasol et Air Liquide, afin d'alimenter l'usine de Secunda qui dispose de la plus grande unité de production d'oxygène au monde. Ce contrat fait suite à un appel à manifestation d'intérêt lancé en 2021 pour la fourniture de 900 MW d'énergie renouvelable afin de produire de l'oxygène décarboné. Cette annonce fait suite au contrat passé avec Enel en janvier pour la fourniture de 220 MW d'électricité décarbonée.

Namibie – Lancement du projet de la ville « zéro émissions »

[Le Daures Green Hydrogen Village, situé dans la région d'Erongo, sera la première ville verte d'Afrique dont les émissions seront nulles.](#) Cette initiative permettra la production d'hydrogène vert et d'ammoniac, ainsi que l'utilisation de leurs dérivés. Au cours de la première des quatre phases, le village vise une production de 31 tonnes d'hydrogène vert, 109 tonnes d'ammoniac, 500 tonnes de tomates et 600 tonnes de carottes pour devenir le premier producteur agricole zéro carbone du pays.

Industrie, transport et services

Afrique du Sud – Stellantis, le DTIC et IDC signent un accord cadre pour la production de véhicules en Afrique du Sud

[Le constructeur automobile franco-italien a annoncé la signature d'un accord avec les autorités sud-africaines \(Industrial Development Corporation – IDC et le Department of Trade, Industry and Competition – DTIC\) pour l'installation](#)

[d'une unité de production en Afrique du Sud d'ici à fin 2025.](#) Largement présent en Amérique du Nord et en Europe, Stellantis se tourne vers les marchés émergents du Moyen-Orient et de l'Afrique notamment pour faire face à ses difficultés en Chine. Le groupe automobile entend développer son activité historique, centrée autour du moteur thermique, dans un contexte où la majorité des véhicules produits en Afrique du Sud sont à destination du marché européen, en pleine mutation vers les véhicules électriques. En 2022, Stellantis a vendu 415 000 véhicules en Afrique et au Moyen-Orient (12% des parts de marché, derrière le japonais Toyota). D'autres développements significatifs sont à l'œuvre dans cette région stratégique, à l'instar des 300 M EUR investis récemment au Maroc ou de l'usine de Bursa, en cours de développement en Turquie. A ce stade, ni le montant, ni l'emplacement, ni la capacité de production du projet sud-africain n'ont été dévoilés.

Afrique du Sud – Labellisation de la nouvelle Communauté French Tech South Africa

[La French Tech South Africa a reçu le statut de Communauté Internationale suite à l'annonce, le 1er février dernier, du Ministre délégué chargé de la transition numérique et des télécommunications Jean-Noël Barrot et de Clara Chappaz, directrice de la Mission French Tech \(MFT\). Son rôle sera de fédérer la communauté tech locale.](#) Cette labellisation est portée par un groupe d'entrepreneurs bénévoles, implantés en Afrique du Sud et soutenus localement par l'équipe France – Business France, la Chambre de commerce bilatérale et l'Ambassade de France en Afrique du Sud. Parmi les priorités de la French Tech South Africa figurent (i) l'accompagnement des startups françaises pour le développement de leurs activités et la création d'emplois et d'investissements en Afrique du Sud, (ii) le soutien aux entrepreneurs et talents sud-africains qui souhaitent s'installer en France et (iii) le développement d'un écosystème dynamique, où chacun bénéficie du partage

d'expérience et de la mise en commun de son réseau. La French Tech South Africa est l'une des 67 Communautés French Tech à l'étranger, labellisées dans le monde. Comme le rappelle la Mission French Tech - les Communautés French Tech sont de véritables portes d'entrée pour les start-ups françaises, sur l'écosystème de la French Tech. Présentes partout en France et dans 52 pays à travers le monde, elles fédèrent les acteurs de l'innovation de leur territoire (start-ups, fonds d'investissement, structures d'accompagnement, services publics, financeurs, grands groupes, centres de recherche...), les mobilisent sur des initiatives communes, en fonction des priorités locales de leur écosystème et favorisent les [passerelles avec l'écosystème français.](#)

Cameroun – Signature d'un MoU pour le développement de la zone industrielle intégrée au Port autonome de Kribi

Patrice Melom, Directeur général du Port autonome de Kribi, a procédé à la signature d'un mémorandum d'entente le 15 février 2023 avec les entreprises Bolloré Africa Logistics (racheté en décembre 2022 par MSC), l'opérateur philippin ICTSI (International Container Terminal Services), l'Agence spéciale Tanger Méditerranée (TMSA) et la China Harbour Engineering Company (CHEC) pour développer une zone industrielle intégrée d'une superficie de 1500 ha pour un coût de 550,3 Mds FCFA. Ce projet consiste en l'aménagement, l'exploitation et l'entretien d'un espace viabilisé de 1500 hectares en vue de l'installation d'entreprises logistiques et industrielles dans la zone industrialoportuaire de Kribi. Ces éléments seront mis à disposition des sociétés à titre locatif. Celles-ci pourraient bénéficier d'exonérations fiscal-douanières en vertu de la loi de 2013 portant incitation à l'investissement privé au Cameroun et du dispositif régissant les zones économiques. Le développement de cette zone industrielle pourrait contribuer à améliorer la compétitivité du commerce extérieur du

Cameroun et l'industrialisation de l'économie locale.

Maurice – Renforcement de l'offre aérienne entre Maurice et l'Inde

Avec une participation légèrement inférieure à 5 % de la fréquentation annuelle en 2019 (soit 75 000 visiteurs), le marché indien est identifié pour son fort potentiel que les autorités mauriciennes tentent de drainer avec une augmentation de l'offre de sièges vers les principales métropoles du pays. Ainsi elles ont accordé cinq créneaux hebdomadaires vers Bombay, à la compagnie indienne Vistara qui viendront compléter dès la fin du mois de mars les 7 rotations opérées chaque semaine par Air Mauritius vers Bombay et Delhi. Cependant, si Vistara profite d'une ouverture stratégique, les autorités restent prudentes dans l'octroi de segment vers les marchés jugés plus matures afin de ne pas saturer l'offre.

Agriculture et agroalimentaire

Afrique de l'Est – La branche assurance du Comesa va couvrir les éleveurs de bétail pour atténuer les effets de la sécheresse dans la région

Dans le cadre du programme DRIVE (De-risking, Inclusion and Value Enhancement of Pastoral Economies), soutenu par la Banque mondiale et doté d'un budget de 360 MUSD, Zep-Re (la branche assurance du Marché commun de l'Afrique orientale et australe (COMESA)), introduira une assurance pour les éleveurs au Kenya, à Djibouti, en Éthiopie, en Somalie et en Érythrée. L'assurance fonctionnera selon le modèle suivant : les agriculteurs paieront une prime de 20 %, tandis que 80 % seront couverts par leurs gouvernements respectifs sous la forme de subventions et de prêts. Alors que la sécheresse dans la région a déjà tué 11 millions de têtes de bétail et que l'Igad a déclaré que la région devait s'attendre à

d'autres déficits pluviométriques, l'assurance devrait contribuer à alléger la pression sur les éleveurs. L'assurance bétail avait déjà été introduite au Kenya en 2015. Devant le succès de cette opération, le programme est étendu pour la première fois à d'autres pays de la Corne de l'Afrique.

Cameroun – Le Cameroun annonce un besoin de 2 556 Mds FCFA pour atteindre l'autosuffisance alimentaire

A l'occasion du 2^e Sommet sur l'Alimentation en Afrique tenu à Dakar du 25 au 27 janvier 2023, le ministre de l'Agriculture et du développement rural, Gabriel Mbairrobe, a présenté aux investisseurs et partenaires de développement le pacte du Cameroun pour l'alimentation d'un montant de 2 556 Mds FCFA nécessaire pour permettre au pays d'atteindre l'autosuffisance alimentaire et devenir un pays exportateur. La stratégie de développement du secteur rural au Cameroun prévoit un soutien des filières maïs, riz, soja, huile de palme, de la pêche, de la pisciculture et de l'élevage bovin pour le lait. En réponse aux besoins exprimés par les pays africains lors du Sommet, la Banque Africaine de Développement et d'autres partenaires financiers, dont la Banque islamique de développement, ont [annoncé](#) des appuis à ce stade de 30 Mds USD pour accompagner l'Afrique dans son ambition de se nourrir elle-même et de participer à la lutte contre la faim dans le monde.

Soudan du Sud – Les Etats-Unis annoncent pus de 200 MUSD pour l'aide humanitaire

En visite dans l'État du Bahr El Ghazal du Nord, l'ambassadeur américain, M. Michael J. Adler, a annoncé le 16 février, l'octroi d'une aide humanitaire supplémentaire de 288,5 MUSD en faveur du Soudan du Sud. Cette aide octroyée par l'USAID et mise en œuvre par le biais du Programme alimentaire mondial des Nations unies (PAM), vise à fournir une aide alimentaire et nutritionnelle urgente à près de 2,2 millions de personnes à travers le Sud-Soudan. Selon le PAM, en

2022, 7,7 millions de personnes sont confrontées à une insécurité alimentaire grave et 1,4 million d'enfants de moins de 5 ans à une malnutrition aiguë. Parmi les causes de cette situation figurent la destruction de production agricole et des moyens de subsistance liée aux inondations mais également aux conflits et à l'insécurité. M. Michael J. Adler a aussi demandé au gouvernement de s'attaquer au problème de la violence communautaire dans le pays et de poursuivre les auteurs de ces crimes.

Agenda

6 avril 2023	<u>Atelier Nigeria (Business France), Paris</u>
18 avril 2023	<u>Forum Afrique du CIAN</u>
9/10 mai 2023	<u>Business Seminar Infrastructures numériques , Abidjan</u>
9/12 mai 2023	<u>Mission Agriculture/Agroalimentaire, Dakar</u>
16/19 mai 2023	<u>French Agri Days, Bothaville</u>
22/26 mai 2023	<u>French Cyber Days, Afrique du Sud, Botswana</u>
22/26 mai 2023	<u>Mission bailleurs de fonds Ethiopie & Djibouti, Addis-Abeba, Djibouti</u>
Juin 2023	<u>French Renewable Energy Tour, Nairobi, Kigali, Addis Abeba</u>
5/6 juin 2023	<u>Africa CEO Forum, Abidjan</u>
12/15 juin 2023	<u>Tastin'France, Johannesburg, Luanda, Addis Abeba</u>
12/16 juin 2023	<u>Rencontre avec la BAFD, Abidjan, Dakar</u>
14/16 juin 2023	<u>Pavillon France (Mining week), Lubumbashi</u>
19/23 juin 2023	<u>Tastin'France, Nairobi, Douala, Lagos</u>
26/30 juin 2023	<u>Tastin'France, Abidjan, Accra, Cotonou</u>
26/30 juin 2023	<u>Business seminar Smart & sustainable cities, Dakar</u>
Juillet 2023	<u>Mission Tech in Fab Explore & Match, Kenya</u>
Juillet 2023	<u>Inspire & connect Kenya, Nairobi</u>
3/7 juillet	<u>Mission bailleurs de fonds Madagascar & Afrique du Sud</u>
4/5 juillet 2023	<u>Atelier Côte d'Ivoire, Paris</u>
Septembre 2023	<u>French Mobility Days, Dar Ess Salaam, Addis Abeba</u>
Septembre 2023	<u>French EDTECH & HRTECH Tour Afrique, Abidjan, Douala</u>
11/12 septembre 2023	<u>Business Meetings Institutions postales Afrique, Tunis</u>
20/22 septembre 2023	<u>French Agri Days, Innovation Summit, Cape Town</u>
25/29 septembre 2023	<u>Business Expedition Second œuvre, Douala, Lagos</u>
Octobre/novembre 2023	<u>Mission multisectorielle explore & Match, Afrique de l'Est, Madagascar, Maurice</u>
Octobre 2023	<u>Ambition Africa 2023, Paris</u>

7/11 octobre 2023	<u>Business Meeting (Anuga), Cologne</u>
9/11 octobre 2023	<u>Business Seminar Meteorologie, Abuja</u>
9/13 octobre 2023	<u>French oil & gas days, Lagos, Port Harcourt</u>
Novembre 2023	<u>French Maritime Tour, Mombassa, Dar Es Salaam, Zanzibar</u>
Novembre 2023	<u>Business Seminar Ville Durable, Nairobi, Kampala</u>
Novembre 2023	<u>French Mining Days – Rencontres d'affaires, Angola</u>
3/12 novembre 2023	<u>Pavillon France (Sara), Abidjan</u>
7/9 novembre 2023	<u>Business seminar french environnemental, Johannesburg, Cape Town</u>
8/10 novembre 2023	<u>AfricaCom, Cape Town</u>
13 novembre/12 décembre 2023	<u>French Rail tour - rencontre d'affaires, Alger, Abidjan, Conakry</u>
14/15 novembre 2023	<u>Business Seminar SIG, Douala</u>
14/16 novembre 2023	<u>AfricaCom, Cape Town</u>
20/22 novembre 2023	<u>Business Meeting (VIV MEA), Abu Dhabi</u>
23/25 novembre 2023	<u>Ateliers de la coopération consultative et économique, Rendez-vous d'affaires francophones et africains, Bordeaux</u>
27 novembre/ 2 décembre 2023	<u>Africa Games Week 2023</u>
28/30 novembre 2023	<u>Business Expedition Maritime – Douala, Kribi</u>
29 novembre 2023	<u>Emerging Valley, sommet international dédié à l'innovation africaine, Marseille</u>
26/27 avril 2023	<u>Business Meetings (MEDFEL), Perpignan</u>

Contacts

Afrique australe

↳ <https://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays/ZA>

Afrique du Sud, Botswana, Lesotho,
Namibie, Malawi, Zambie, Zimbabwe
Contact : Bertrand FURNO

Angola

Contact : François REMOVILLE

Mozambique, Eswatini

Contact : Pierre SEJOURNE

Afrique centrale

↳ <https://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays/CM>

Cameroun, Centrafrique, Guinée
Equatoriale, Tchad
Contact : Michel DROBNIK

RDC, Congo

Contact : Thierry BLIN

Gabon, Sao-Tomé

Contact : Pascal FORNAGE

Afrique de l'Est et Océan indien

↳ <https://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays/KE>

Kenya, Somalie, Burundi, Rwanda
Contact : Jérôme BACONIN

Madagascar, Comores, Maurice, Seychelles
Contact : Frédéric CHOBLET

Ethiopie, Erythrée, Djibouti
Contact : Julien DEFRANCE

Ouganda, Soudan du Sud

Contact : Suzanne KOUKOU PRADA

Tanzanie

Contact : Annie BIRO

Soudan

Contact : Rafael SANTOS

Afrique de l'Ouest

↳ <https://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays/CI>

Côte d'Ivoire, Guinée Bissau, Guinée,
Libéria, Sierra Leone
Contact : Daniel GALLISSAIRES

Sénégal, Mauritanie, Cap Vert, Gambie
Contact : Christophe MORCHOINE

Togo, Bénin

Contact : Pascal FOURCAUT

Burkina Faso, Niger

Contact : Béatrice ALPERTE

Mali

Contact : Valéry ALVES

Nigéria-Ghana

↳ <https://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays/NG>

Nigéria

Contact : Pascal FURTH

Ghana

Contact : Jean-Noël BLANC

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Bureau Multifin 2

Stéphane Tabarié (stephane.tabarie@dgtresor.gouv.fr)
Pauline Fournel (pauline.fournel@dgtresor.gouv.fr)
Louis Buzin (louis.buzin@dgtresor.gouv.fr)

Rédacteurs : Services économiques situés en Afrique subsaharienne

Pour s'abonner : <https://login.newsletter-dgtresor.fr/subscribe/>

Pour se désabonner : <https://login.newsletter-dgtresor.fr/unsubscribe/>